



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 novembre 2012  
Français  
Original : anglais

Soixante-septième session

## Troisième Commission

Point 62 de l'ordre du jour

**Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies  
pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,  
aux rapatriés et aux déplacés  
et questions humanitaires**

**Allemagne, Belgique, Chypre, Croatie, Danemark, Égypte, Espagne,  
Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce,  
Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie,  
Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Monaco,  
Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Slovaquie,  
Slovénie, Suède et Suisse : projet de résolution**

## Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les activités du Haut-Commissariat<sup>1</sup> ainsi que le rapport du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les travaux de sa soixante-troisième session<sup>2</sup> et les décisions qui y figurent,

*Rappelant* les résolutions qu'elle adopte chaque année sur les travaux menés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés depuis sa création,

*Rendant un hommage particulier* au Haut-Commissaire pour l'influence qu'il exerce;

*Saluant* le personnel du Haut-Commissariat et des organisations associées à son action pour la compétence, le courage et le dévouement avec lesquels il s'acquitte des tâches qui lui sont confiées,

*Réaffirmant* sa condamnation énergique de toutes les formes de violence auxquelles le personnel humanitaire, le personnel des Nations Unies et le personnel associé sont de plus en plus souvent exposés,

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 12 (A/67/12).

<sup>2</sup> Ibid., Supplément n° 12A (A/67/12/Add.1).



1. *Salue* l'important travail que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité exécutif ont accompli au cours de l'année pour renforcer le régime de protection internationale et aider les gouvernements à assumer leurs responsabilités en matière de protection;

2. *Approuve* le rapport du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les travaux de sa soixante-troisième session<sup>2</sup>;

3. *Prend note* du fait que le sixtième anniversaire de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951<sup>3</sup> et le cinquantième anniversaire de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie de 1961<sup>4</sup> tombaient en 2011, remercie le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés d'avoir décidé, pour marquer ces anniversaires, d'organiser et d'animer une réunion ministérielle intergouvernementale<sup>5</sup> qui a été l'occasion de rappeler combien il importe de respecter et de défendre les valeurs et principes consacrés par ces deux instruments, et se félicite qu'à l'issue de cette réunion, une déclaration ministérielle ait été adoptée et des engagements solennels aient été pris par 105 États et trois organisations internationales;

4. *Réaffirme* que la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et le Protocole de 1967 s'y rapportant<sup>6</sup> constituent la pierre angulaire du régime international de protection des réfugiés, considère qu'il importe que les États parties appliquent intégralement et rigoureusement ces instruments, et mesure l'importance des valeurs qui y sont consacrées, note avec satisfaction le nombre d'États qui sont désormais parties à l'un au moins de ces deux instruments, encourage les États qui n'y sont pas encore parties à envisager d'y adhérer, souligne en particulier qu'il importe que le principe du non-refoulement soit strictement respecté, et constate que certains États non parties aux instruments internationaux relatifs aux réfugiés ont fait preuve de générosité dans l'accueil des réfugiés;

5. *Note avec satisfaction* que des États se sont engagés solennellement à adhérer aux conventions relatives à l'apatridie, à savoir la Convention relative au statut des apatrides de 1954<sup>7</sup>, la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, et à retirer leurs réserves à ces deux conventions, se félicite de l'augmentation récente du nombre d'États adhérent à ces deux conventions, prend note des travaux que le Haut-Commissaire consacre à l'identification des apatrides, à la prévention et à la réduction des cas d'apatridie ainsi qu'à la protection des apatrides, et prie instamment le Haut-Commissariat de poursuivre ses activités dans ce domaine conformément à ses résolutions et aux conclusions du Comité exécutif;

6. *Réaffirme* que la protection des réfugiés incombe au premier chef aux États, dont la coopération, l'intervention et la volonté politique solides et sans réserve sont nécessaires au Haut-Commissariat pour s'acquitter des tâches qui lui

<sup>3</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 989, n° 14458.

<sup>5</sup> Réunion ministérielle intergouvernementale des États Membres de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du sixtième anniversaire la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et du cinquantième anniversaire de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie de 1961.

<sup>6</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 606, n° 8791.

<sup>7</sup> Ibid., vol. 360, n° 5158.

ont été confiées et souligne avec force l'importance dans ce contexte d'une solidarité internationale active et du partage des charges et des responsabilités;

7. *Réaffirme également* que la prévention et la réduction des cas d'apatridie incombent au premier chef aux États, agissant s'il y a lieu en coopération avec la communauté internationale;

8. *Réaffirme en outre* que la protection et l'aide à apporter aux déplacés incombent avant tout aux États, agissant s'il y a lieu en coopération avec la communauté internationale;

9. *Invite* le Haut-Commissariat à continuer de réagir comme il convient aux urgences, en agissant en coopération avec les États, et à s'employer à renforcer encore ses moyens d'intervention d'urgence et à fournir ainsi un appui prévisible à l'action coordonnée au niveau interinstitutionnel;

10. *Prend note* de ce que fait actuellement le Haut-Commissariat en matière de protection et d'aide à apporter aux déplacés, notamment dans le cadre des arrangements pris dans ce domaine par les institutions, souligne que ces activités doivent être conformes à ses résolutions sur la question et ne pas porter atteinte au mandat du Haut-Commissariat ni au principe du droit d'asile, et invite le Haut-Commissaire à poursuivre son dialogue avec les États sur le rôle du Haut-Commissariat à cet égard;

11. *Engage* le Haut-Commissariat à travailler en partenariat et en coopération étroite avec les autorités nationales compétentes, les bureaux et les institutions des Nations Unies, les organisations internationales et intergouvernementales, les organisations régionales et les organisations non gouvernementales, en vue de poursuivre à tous les niveaux le développement des capacités d'intervention humanitaire, et rappelle le rôle de chef de file du Haut-Commissariat en matière de protection des personnes, de gestion et de coordination des camps, et de livraison d'abris de secours dans les situations d'urgence complexes;

12. *Engage également* le Haut-Commissariat, entre autres organismes compétents des Nations Unies, organisations intergouvernementales concernées et organismes d'aide humanitaire et de développement, à continuer de coopérer avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat pour améliorer la coordination, la gestion et l'efficacité des interventions humanitaires, et à concourir, en concertation avec les États, s'il y a lieu, à progresser encore dans l'établissement d'évaluations conjointes des besoins humanitaires, comme elle le dit, entre autres considérations importantes, dans sa résolution 66/119 du 15 décembre 2011 relative au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies;

13. *Engage en outre* le Haut-Commissariat à souscrire aux objectifs de l'initiative « Unis dans l'action » et à les réaliser intégralement;

14. *Prend note avec satisfaction* des progrès de la réforme de structure et de gestion entreprise par le Haut-Commissariat en vue de renforcer ses capacités, et l'incite à rechercher constamment des améliorations afin que la réponse aux besoins des bénéficiaires soit plus efficace et que les ressources soient employées à meilleur escient et de façon plus transparente;

15. *Condamne énergiquement* les attaques commises contre les réfugiés, les demandeurs d'asile et les déplacés ainsi que les actes qui les menacent dans leur personne ou leur bien-être, et appelle tous les États concernés et, le cas échéant, les parties au conflit armé, à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire;

16. *Se déclare profondément préoccupée* par la multiplication des actes d'agression commis contre les agents et les convois humanitaires et, en particulier, la mort d'agents humanitaires, alors qu'ils travaillent dans des conditions extrêmement difficiles pour apporter l'aide dont d'autres ont besoin;

17. *Souligne* que les États doivent veiller à ce que les actes d'agression commis sur leur territoire contre le personnel humanitaire, le personnel des Nations Unies et le personnel associé ne restent pas impunis, et à ce que leurs auteurs soient traduits en justice sans délai, comme le prévoit le droit interne et conformément aux obligations découlant du droit international;

18. *Déplore* le refoulement et l'expulsion illégale des réfugiés et des demandeurs d'asile, et appelle tous les États concernés à veiller au respect des principes applicables à la protection des réfugiés et aux droits de l'homme;

19. *Constate avec préoccupation* que les demandeurs d'asile, les réfugiés et les apatrides font l'objet de détention arbitraire dans certains pays, se félicite du recours croissant à des solutions autres que la détention et souligne que les États ne doivent soumettre les demandeurs d'asile, les réfugiés et les apatrides à la détention qu'en cas de nécessité;

20. *Se déclare préoccupée* par le grand nombre de demandeurs d'asile qui ont péri en mer dans leur quête de sécurité, et encourage le resserrement de la coopération internationale aux fins du renforcement des mécanismes de recherche et de sauvetage;

21. *Souligne* que la protection internationale des réfugiés est une fonction dynamique axée sur l'action, qui est au cœur du mandat du Haut-Commissariat et qui, en particulier, s'exerce en coopération avec les États et les autres partenaires, afin notamment de promouvoir et de faciliter l'entrée, l'accueil et la prise en charge des réfugiés selon les normes arrêtées au niveau international, et de garantir des solutions durables orientées vers la protection, compte tenu des besoins particuliers des groupes vulnérables, surtout ceux qui ont des besoins spéciaux, et constate à cet égard que la protection internationale exige beaucoup de personnel, qui doit donc être en nombre suffisant et posséder les compétences voulues, en particulier sur le terrain;

22. *Affirme* qu'il importe de prendre systématiquement en considération l'âge, le sexe et la diversité dans l'analyse des besoins de protection, en veillant à ce que les réfugiés et les autres personnes dont s'occupe le Haut-Commissariat participent autant qu'il y a lieu à la planification et à l'application des programmes de celui-ci et des politiques des États, affirme également qu'il faut chercher en priorité à résoudre les problèmes de discrimination, d'inégalité entre les sexes et de violence sexuelle ou sexiste, étant entendu que les besoins de protection des femmes et des enfants sont spécialement importants, et souligne qu'il importe de poursuivre les efforts dans ce domaine;

23. *Estime* que l'inscription des enfants au registre des naissances permet à ceux-ci d'avoir un document officiel prouvant leur identité juridique et est indispensable pour prévenir et réduire l'apatridie, et se félicite de l'engagement solennel pris par les États de veiller à l'enregistrement de toutes les naissances;

24. *Réaffirme avec force* l'importance fondamentale et le caractère purement humanitaire et apolitique des fonctions du Haut-Commissariat, qui est chargé d'assurer la protection internationale des réfugiés et de trouver une solution définitive à leurs problèmes, rappelle que le rapatriement librement consenti en est une, de même que l'intégration sur place et la réinstallation dans un pays tiers lorsque cela est possible et indiqué, et réaffirme que la solution la plus souhaitable demeure le rapatriement librement consenti, accompagné au besoin d'une aide à la réadaptation et au développement afin que la réinsertion soit durable;

25. *Exprime la préoccupation* que lui inspirent les difficultés particulières que rencontrent les millions de réfugiés de longue date, et souligne que la communauté internationale doit redoubler d'efforts et renforcer sa coopération pour trouver comment aborder sur le plan pratique l'amélioration d'ensemble de leur sort et appliquer des solutions durables, conformément au droit international et aux résolutions qu'elle a adoptées sur la question;

26. *Considère* qu'il faut résoudre durablement les problèmes des réfugiés et, ce faisant, s'attaquer aux causes profondes des exodes afin d'empêcher qu'il ne s'en produise de nouveaux;

27. *Rappelle* combien l'activité des partenariats et l'efficacité de la coordination sont importantes pour la satisfaction des besoins des réfugiés et la recherche de solutions durables à leurs problèmes, salue les efforts actuellement déployés en coopération avec les pays d'accueil et les pays d'origine, y compris les collectivités locales concernées dans chacun d'eux, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et intergouvernementales, les organisations régionales et, le cas échéant, les organisations non gouvernementales et les autres agents du développement compétents, afin de créer des conditions propices à la recherche de solutions à long terme, en particulier pour les réfugiés de longue date, ce qui comprend l'élaboration d'une stratégie visant le retour définitif et au moment opportun, et englobant les activités nécessaires au rapatriement, à la réinsertion, à la réadaptation et à la reconstruction, et encourage les États, agissant en coopération avec les organismes des Nations Unies, les organisations internationales, intergouvernementales, régionales et non gouvernementales et les autres agents du développement compétents, à concourir, par exemple en affectant des fonds, à la mise en œuvre de cette stratégie pour faciliter le passage effectif de la phase des secours à celle du développement;

28. *Considère* qu'aucune solution au problème des déplacés ne sera durable si on ne peut la pérenniser et engage par conséquent le Haut-Commissariat à encourager les retours et les réintégrations qui s'inscrivent dans la durée;

29. *Demande* aux États d'offrir des possibilités de réinstallation durable, considère qu'il faut accroître le nombre de lieux de réinstallation et améliorer l'insertion des réfugiés réinstallés, demande aux États d'appliquer des politiques non sélectives et non discriminatoires dans le cadre de leurs programmes de réinsertion et note que la réinstallation est un outil stratégique de protection et une solution pour les réfugiés;

30. *Prend note avec satisfaction* des activités menées par les États pour renforcer les initiatives régionales de concertation des politiques et des analyses qui concernent les réfugiés et engage les États à s'efforcer encore de répondre de manière globale aux besoins des personnes nécessitant une protection internationale dans leurs régions respectives, notamment en soutenant les collectivités qui en accueillent un grand nombre;

31. *Note* qu'il importe que les États et le Haut-Commissariat analysent et précisent les fonctions de ce dernier en cas de flux migratoires mixtes, afin que soit mieux satisfait le besoin de protection des intéressés, notamment en maintenant ouvertes les filières de demande d'asile pour ceux qui ont besoin d'une protection internationale, et note également que le Haut-Commissaire est prêt à aider les États à s'acquitter de leurs responsabilités dans ce domaine comme le veut son mandat;

32. *Souligne* que tous les États sont tenus d'accepter le retour de leurs nationaux, leur demande de le faciliter lorsqu'il est avéré que les intéressés n'ont pas besoin d'une protection internationale et affirme qu'il doit se faire dans des conditions de sécurité et d'humanité, dans le respect absolu des droits de l'homme et de la dignité de la personne, quel que soit le statut des intéressés;

33. *Se déclare préoccupée* par les défis posés par les changements climatiques et la dégradation de l'environnement pour les opérations du Haut-Commissariat et le soutien qu'il apporte aux populations vulnérables relevant de sa compétence dans le monde, en particulier dans les pays les moins avancés, et prie instamment le Haut-Commissariat de continuer à les relever par son action, dans la limite de ses attributions, en consultation avec les autorités nationales et en coopération avec les organismes compétents;

34. *Demande instamment* à tous les États ainsi qu'aux organisations non gouvernementales et aux autres institutions compétentes, agissant de concert avec le Haut-Commissariat et animés d'un esprit de solidarité internationale et d'un souci de partage des charges et des responsabilités, de coopérer et de mobiliser des ressources pour renforcer les capacités des pays d'accueil, dont il faut saluer la générosité, en particulier ceux qui ont reçu un grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile, et d'alléger la lourde charge qui pèse sur eux, demande au Haut-Commissariat de continuer à jouer son rôle de catalyseur en mobilisant la communauté internationale afin de s'attaquer aux causes profondes et aux conséquences économiques, écologiques et sociales de la présence d'un très grand nombre de réfugiés dans les pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, et les pays en transition, et exprime sa reconnaissance aux donateurs, qu'il s'agisse d'États, d'organisations ou d'individus, qui contribuent à améliorer la situation des réfugiés qui restent des membres vulnérables de la société;

35. *Se déclare profondément préoccupée* par les difficultés que la crise financière et économique mondiale fait peser et risque de faire peser sur l'action du Haut-Commissariat, et demande au Haut-Commissariat de rechercher de nouveaux moyens d'élargir son corps de donateurs afin que les charges soient mieux réparties par une meilleure coopération avec les donateurs gouvernementaux et non gouvernementaux et avec le secteur privé;

36. *Considère* que le Haut-Commissariat doit pouvoir disposer en temps voulu des ressources qu'appelle le mandat qui lui a été conféré par son Statut<sup>8</sup> et par les résolutions qu'elle a adoptées relativement aux réfugiés et aux autres personnes dont le Haut-Commissariat s'occupe, rappelle les dispositions de ses résolutions 58/153 du 22 décembre 2003, 58/270 du 23 décembre 2003, 59/170 du 20 décembre 2004, 60/129 du 16 décembre 2005, 61/137 du 19 décembre 2006, 62/124 du 18 décembre 2007, 63/148 du 18 décembre 2008, 64/127 du 18 décembre 2009, 65/194 du 21 décembre 2010 et 66/133 du 19 décembre 2011 relatives notamment à l'application du paragraphe 20 du Statut du Haut-Commissariat, et demande instamment aux gouvernements et aux autres donateurs de répondre promptement aux appels annuels et aux appels supplémentaires lancés par le Haut-Commissariat pour recueillir les fonds nécessaires à l'exécution de ses programmes;

37. *Prie* le Haut-Commissaire de lui présenter, à sa soixante-huitième session, un rapport sur ses activités annuelles.

---

<sup>8</sup> Résolution 428 (V), annexe.